



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2619>

(Extrême)-droitisation de l'Europe

- Actualités -



Le 27 mai 2018, en Italie, le gouvernement proposé par le mouvement populiste 5 étoiles et le parti d'extrême droite de la Lega est refusé par le Président de la République. Ce refus fait suite aux pressions conjointes de la commission européenne, de la BCE et des gouvernements français et allemands. Le ministère de l'économie du 3ème PIB de la zone euro occupé par un de ses contempteurs ? Impensable.

Le 31 mai 2018, une nouvelle équipe gouvernementale est proposée et acceptée. Cette fois, la présence dans ses rangs, en tant que ministre de l'intérieur, de Mateo Salvini, chef de fil de l'extrême droite, n'émeut personne. Le temps où l'accession au gouvernement de l'extrême droite autrichienne s'accompagnait de sa mise sous surveillance(1) est d'un autre siècle.

Début juin, l'Aquarius, avec à son bord 629 migrant-es, se voit refuser la possibilité d'accoster en Italie sur ordre du ministre de l'intérieur. Le silence en Europe est alors assourdissant. Seul le nouveau gouvernement espagnol l'a brisé.

Deux semaines intenses de leçons sur l'ère politique qui vient. Les classes dirigeantes européennes, allemandes et françaises en tête, s'accommodent aujourd'hui de l'extrême droite pour peu qu'elle soit Eurosuero compatible. Le respect des droits humains, censément au fondement de la construction européenne, repassera.

La séquence rappelle la possibilité, toujours présente, d'un effondrement de l'UE dont la faiblesse n'est pas qu'économique. Certes, le refus d'une coopération politique, l'absence de solidarité, institutionnalisée par les traités européens ont fait de l'UE le maillon faible de la mondialisation financière. Mais la déflagration pourrait tout autant provenir d'une étincelle boursière que d'une implosion politique. Angela Merkel est d'ailleurs déjà menacée de voir sa majorité éclater sur les questions migratoires.

De cet épisode, il faut aussi retenir le cynique rappel au devoir de solidarité d'Emmanuel Macron, au moment même où l'Espagne annonçait qu'elle accueillerait l'Aquarius. Ce cynisme est celui d'un politique qui se disait, il y a un an, autant de droite que de gauche, mais qui a depuis embrassé l'autoritarisme des droites européennes les plus dures : chasse aux migrant.es, criminalisation des militant-es solidaires, état d'urgence permanent, restriction des libertés de la presse, répressions des mouvements sociaux, gouvernement par ordonnances et mépris des « corps intermédiaires », notamment des syndicats. Le président des ultra riches est en même temps celui du vieux pouvoir vertical et autoritaire.

E. Macron n'a pas seulement bousculé le paysage politique traditionnel, il est l'incarnation de l'inquiétante dynamique politique qui balaie une partie de l'Europe. Il installe un nouveau régime de gouvernement qui modifie substantiellement les règles du jeu. Une nouvelle époque s'ouvre. Le mouvement syndical et social doit en tirer, très vite, toutes les conséquences. Ĩ

JULIEN RIVOIRE

1) En 1999, la participation du FPÖ de Jorg Haider au gouvernement autrichien entraîne la mise sous surveillance de l'Autriche par les membres de l'UE, afin de vérifier si les droits démocratiques sont respectés.